



Délégation Provence et Corse

Acheteur : C.N.R.S.
Délégation Provence et Corse
31, chemin Joseph Aiguier
CS70071
13402 Marseille Cedex 9

Pour le compte de la :
Station de Primatologie (SdP) – UAR846
2230 Route des 4 Tours
13790 Rousset

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
N° CNRS/2025/033 du 15/10/2025

Fourniture et installation de cages en inox pour Primates Non Humains (PNH) pour l'animalerie de la Station de Primatologie (SdP) – UAR846 du CNRS

Marché passé en application du Code de la commande publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

Consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Le **Centre National de la Recherche Scientifique** est représenté par
La Personne Responsable du Marché (PRM),
Monsieur Jérôme VITRE Délégué régional pour la circonscription Provence et Corse.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1. OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS | 3 |
| 3. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ..... | 3 |
| 4. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHÉ ET CLAUSES DE REEXAMEN | 3 |
| 4.1. Clauses de réexamen..... | 4 |
| 5. PRISE D'EFFET- DUREE | 4 |
| 6. OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION | 5 |
| 7. LIVRAISON | 5 |
| 8. PRIX DU MARCHÉ..... | 6 |
| 9. PENALITES DE RETARD | 6 |
| 10. GARANTIES | 7 |
| 11. AVANCE | 7 |
| 12. MODALITES DE PAIEMENT | 7 |
| 13. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT | 9 |
| 14. CLAUSES PARTICULIERES | 9 |
| 15. OBLIGATIONS | 9 |
| 16. RESILIATION | 10 |
| 17. CESSION – NANTISSEMENT | 10 |
| 18. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES – MESURES DE SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES - CONFIDENTIALITE | 10 |
| 19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION..... | 13 |
| 20. STIPULATIONS PARTICULIERES | 13 |
| 21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS | 13 |

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation de cages en inox pour Primates Non Humains (PNH) pour l'animalerie de la Station de Primatologie (SdP) – UAR846 du CNRS.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS/2025/033 du 15/10/2025 définit les conditions et les modalités d'exécution des prestations.

Les spécifications techniques de ces prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS/2025/033 du 15/10/2025.

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et son éventuelle annexe financière,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°2025-033 du 15/10/2025,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°2025-033 du 15/10/2025 et ses trois annexes,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services - CCAG/FCS publié au JORF n°0078 au 1 avril 2021, consultable à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341/2024-07-02/>
5. L'offre technique et financière du Titulaire,
6. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieures à la notification du marché.

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

3. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon l'appel d'offres ouvert, en application des articles, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché comportant une tranche ferme et deux tranches optionnelles en application des articles R.2113-4, R.2113-5 et R.2113-6 du Code de la commande publique.

4. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHÉ ET CLAUSES DE REEXAMEN

Le présent marché à tranches se décompose comme suit :

- **La tranche ferme** comprend la fourniture et l'installation afin d'équiper 4 salles (1 à 4), soit 4 modules de 4 cages et 4 modules de 3 cages (soit 28 cages au total),
- **La tranche optionnelle N° 1** comprend la fourniture et l'installation d'un module de 3 cages pour la salle 5,
- **La tranche optionnelle N° 2** comprend la fourniture et l'installation d'un module de 4 cages pour la salle 5.

Le délai maximum dont la Personne Responsable du Marché dispose pour procéder à la notification de la décision d'affermissement de chacune des deux tranches optionnelles est de 18 mois à compter de la notification de la tranche ferme.

La décision d'affermissement précise la date de commencement d'exécution de chacune des tranches optionnelles.

La notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches optionnelles est notifiée au titulaire, par lettre recommandée électronique avec avis de réception.

En cas de non-affermissement d'une tranche optionnelle, aucune indemnité de dédit ne sera versée aux membres du groupement au titre du présent marché.

4.1. Clauses de réexamen

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

Modification du marché en cas de circonstances imprévues.

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4 sont applicables.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS.

Cession du marché.

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le Titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau Titulaire.

La cession ne devra pas être de nature à :

- remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire.
- modifier substantiellement l'économie du marché.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du Pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

5. PRISE D'EFFET- DUREE

5.1 Tranche ferme

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achèvera à l'issue de la période de garantie.

Le délai optimal d'exécution se situe **entre 12 mois et 18 mois** à compter de la date de notification.

Toutefois, le délai maximal d'exécution ne pourra excéder **18 mois**.

La durée d'exécution comprend la fabrication, la livraison, le montage, l'installation, la mise en service et le cas échéant la formation à l'utilisation des cages en inox.

La livraison s'effectuera sur demande expresse du laboratoire.

5.2 Tranche optionnelle n°1

La tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification de sa décision d'affermissement et s'achèvera à l'issue de la période de garantie.

Le délai optimal d'exécution est de **12 mois** à compter de la date de notification de la présente tranche optionnelle.

Toutefois, le délai maximal d'exécution ne pourra excéder **18 mois**.

La durée d'exécution comprend la fabrication, la livraison, le montage, l'installation, la mise en service et le cas échéant la formation à l'utilisation des cages en inox.

5.3 Tranche optionnelle n°2

La tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification de sa décision d'affermissement et s'achèvera à l'issue de la période de garantie.

Le délai optimal d'exécution est de **12 mois** à compter de la date de notification de la présente tranche optionnelle.

Toutefois, le délai maximal d'exécution ne pourra excéder **18 mois**.

La durée d'exécution comprend la fabrication, la livraison, le montage, l'installation, la mise en service et le cas échéant la formation à l'utilisation des cages en inox.

6. OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'instrument par le Titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le Marché, ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

Le titulaire réalise les tests de mise en service nécessaires pour un bon fonctionnement de l'équipement.

Les opérations de vérification seront effectuées par la Personne Responsable du Marché ou une personne habilitée, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.

La vérification consistera en un contrôle « visuel » des matériaux utilisés pour la conception des cages en inox, de leur bon dimensionnement, du bon fonctionnement des différents systèmes d'ouverture/fermeture et de leur bonne installation dans les salles.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS les opérations de vérification s'effectueront en 1 étape :

- **Vérification d'aptitude (VA)** au bon fonctionnement suite à l'installation des cages en inox. Pour vérifier la conformité des installations, le délai maximum imparti au CNRS pour procéder à l'admission et notifier sa décision est de 1 mois à compter de la date d'installation de l'ensemble des cages en inox.

Les opérations de vérification d'aptitude donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission de la part du CNRS – SdP nécessaire pour le paiement du marché.

7. LIVRAISON

La livraison s'effectuera sur la demande expresse de l'unité.

La société retenue se chargera, pour la PRM, de l'éventuel stockage de l'ensemble des équipements et fournitures nécessaires à la réalisation du présent marché, de leur fabrication à leur installation finale sur le site d'aménagement.

Le transport, la livraison et l'installation sont confiés au titulaire.

Le transport et la livraison du matériel sont effectués dans les conditions prévues aux articles 20 et 21 du CCAG/FCS.

Le transport est à la charge du titulaire qui en assume les risques jusqu'au lieu de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français (cf. loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996).

Les équipements seront livrés à l'adresse suivante :

CNRS – Station de Primatologie (SdP) – UAR846
2230 Route des 4 Tours
13790 Rousset

▪ Jours et horaires de livraison : du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1 Contenu des prix :

Les prix du marché, hors taxes, incluent tous les frais afférents à la réalisation et à la fourniture des équipements, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, frais et droits de douanes, au transport jusqu'au lieu défini à l'article 7 du présent CCAP, et assurances.

Ces prix sont établis en considérant que le fournisseur est réputé connaître tous les éléments locaux en relation avec la livraison. En tout état de cause, il en fera son affaire personnelle et il ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait.

8.2 Etablissement des prix :

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix ; le taux de T.V.A. qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de la livraison.

8.3 Prix de règlement :

Le prix du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend la période de garantie et toutes les prestations attendues.

Le prix est ferme pour toute la durée du marché.

9. PENALITES DE RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG/FCS le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Lorsque le retard est imputable à l'Administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

En application de l'article 13.3 « Prolongation du délai d'exécution » du CCAG/FCS., le titulaire pourra éventuellement bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution si une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans un délai contractuel. Cette demande justifiée par

le titulaire ne pourra être prononcée que par la PRM après avis du directeur du laboratoire CNRS – SdP ou son représentant habilité.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire se verra exonérer de pénalités de retard et le marché sera prolongé d'autant. Le titulaire apportera tous les justificatifs permettant d'attester que les conditions citées ci-dessus sont avérées.

Dans le cas de la conclusion d'un contrat de maintenance, avec le candidat retenu par la PRM, les dispositions de l'article 14.2 du C.C.A.G./F.C.S. s'appliqueraient de plein droit.

10. GARANTIES

La durée de garantie pour les fournitures objet du présent marché est au minimum de deux ans.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission définitive des équipements ou en l'absence de décision, à compter de la date d'installation de l'ensemble des cages en inox augmentée de 1 mois conformément aux dispositions de l'article 6 « OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION » du présent CCAP.

11. AVANCE

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement et conformément aux articles R2191-3 à R2191-7, R2191-10, R2192-12, R2191-16 et R2191-19 du Code de la commande publique une avance de 30 % du montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du montant minimum dans le cas d'un accord-cadre à bons de commandes comportant un montant minimum fixé en valeur.

L'Option B mentionnée à l'article B.11.1. du CCAG/FCS est l'option retenue par le CNRS dans le cadre de ce marché, comme suit :

« Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou à l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique ».

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

12. MODALITES DE PAIEMENT

12.1 Le règlement du marché sera effectué selon les modalités suivantes :

Pour la tranche ferme :

- Le versement de l'avance interviendra dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCAP.
- Le solde de 100% du marché (récupération de l'avance versée, le cas échéant) à l'admission définitive de la tranche ferme, sur présentation de la facture. Un procès-verbal d'admission définitive sera établi et visé par le directeur du laboratoire ou son représentant habilité.

Pour la tranche optionnelle n°1 :

- Le versement de l'avance interviendra dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCAP.
- Le solde de 100% du marché (récupération de l'avance versée, le cas échéant) à l'admission définitive des Unités Fonctionnelles, sur présentation de la facture. Un procès-verbal d'admission définitive sera établi et visé par le directeur du laboratoire ou son représentant habilité.

Pour la tranche optionnelle n°2 :

- Le versement de l'avance interviendra dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCAP.
- Le solde de 100% du marché (récupération de l'avance versée, le cas échéant) à l'admission définitive des Unités Fonctionnelles, sur présentation de la facture. Un procès-verbal d'admission définitive sera établi et visé par le directeur du laboratoire ou son représentant habilité.

12.2 Paiement et facturation

Le paiement par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'acte d'engagement, sera effectué après livraison, validation des opérations de vérification et admission des fournitures.

Ce paiement interviendra sur présentation d'une facture originale et adressée à :

CNRS - SCTD - 1679
2 rue Jean Zay
TSA n° 61004
F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants:

- la référence du présent marché,
- les nom et adresse du destinataire des fournitures,
- la désignation des fournitures livrées,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR 40180089013),
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union Européenne),
- le numéro de SIRET du titulaire.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5 et D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- **CNRS (SIRET n°18008901303720) ;**
- **Le code service de l'entité CNRS facturée : UAR846;**
- **Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (Exemple : 1679L012345) ;**

12.3 Règlement et Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par la PRM ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le délégué régional pour la Circonscription Provence et Corse du CNRS - 31, Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 -13402 Marseille Cedex 09.

La Comptable chargée du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Provence et Corse du CNRS - 31, Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 - 13402 Marseille Cedex 09.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est le Délégué régional pour la circonscription Provence et Corse du CNRS.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

13. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT

Sans objet.

14. CLAUSES PARTICULIERES

L'exécution du marché est auditable par le CNRS. Le Titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du marché, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

Le présent marché ne pourra pas faire l'objet de cession partielle par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution du marché.

Par ailleurs, il doit produire à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

15. OBLIGATIONS

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations ou la livraison.

Il en va de même pour toutes les imprécisions ou ambiguïtés qu'il relèverait dans le CCAP et/ou le CCTP.

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG/FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du titulaire pourraient avoir accès, en particulier en cas d'exécution des prestations dans les locaux du titulaire

16. RESILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le Titulaire dans les locaux, deviennent propriété de l'émetteur du du CNRS.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Résiliation pour faute du titulaire :

En plus des cas prévus par l'article 41 du CCAG-FCS, le marché pourra aussi être résilié par la PRM pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire **par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail avec AR**. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a **15 jours pour présenter ses observations**, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si l'administration constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner :

En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique relative aux marchés publics, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

17. CESSION – NANTISSEMENT

Lors de la notification du marché, la PRM remet au titulaire à sa demande une copie de l'original de marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés, conformément à l'article R2191-60 du CCP est le Délégué régional pour la circonscription Provence et Corse.

Conformément à l'article R2191-62 du CCP, la comptable communique aux bénéficiaires du nantissement ou de la cession de créances, lorsqu'ils en font la demande, un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire du marché qu'il a reçues.

18. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES – MESURES DE SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES - CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire du présent marché doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la

minimisation des données.

Dans la mesure où des échanges de données ont lieu pendant l'exécution du marché entre le titulaire et le CNRS, les traitements faits par les différentes parties prenantes se font sous leur responsabilité individuelle. D'autre part, l'ensemble des données du CNRS traitées en cours d'exécution du présent marché est et reste la propriété du CNRS.

Par conséquent, le titulaire s'engage à remettre au CNRS l'ensemble des données du CNRS traitées (matrices, fiches contacts...) tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire ne pourra réutiliser ou communiquer les données obtenues dans le cadre de la prestation (excepté à destination du donneur d'ordre). L'intégralité des données sera restituée par le prestataire au donneur d'ordre à la fin du contrat et le prestataire est tenu de supprimer sans délai et définitivement toute copie qui lui serait accessible.

Les réalisations seront transférables au prescripteur par partie et au moins à la fin de la prestation avec toute la documentation nécessaire pour mettre en production et utiliser les réalisations.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de la période contractuelle, le titulaire doit avoir transmis l'ensemble des informations du CNRS traitées. En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

18.1. Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR)

18.1.1. Mesures de sécurité

En complément de l'article 5 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

18.1.2. Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - une carte nationale d'identité (CNI) ou un passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- une adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du

marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

18.1.3 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION**Différends**

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable pourra être saisi, soit par la PRM, soit par le titulaire dans les conditions fixées aux articles R2197-1, et R2197-15 du Code de la commande publique.

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

Le CNRS et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

20. STIPULATIONS PARTICULIERES

Toute modification au CCAP, au CCTP ou à l'acte d'engagement par une personne autre que le CNRS est nulle et non avenue.

21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

| Articles du CCAP | Articles du CCAG/FCS auxquels le CCAP déroge |
|---|--|
| Article 6 Opérations de vérification et admission | Article 28 |
| Article 9 Pénalités de retard | Article 14.1.2 |
| Article 9 Pénalités de retard | Article 14.1.3 |